

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 28/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EUROAPI France**

4 rue de la Paterie  
63480 Vertolaye

Références : 20260428-RAP-63-0350-InspAccidentelEuroAPI  
Code AIOT : 0005600463

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement EUROAPI France implanté 4 La Paterie 63480 Vertolaye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le but de contrôler les dispositifs mis en place suite à l'arrêté du 13 octobre 2025. De plus, elle a été l'occasion de visualiser sur place les locaux et dispositifs de sécurité prévus dans le cadre d'un dossier en cours d'instruction (nouvelle synthèse devant être prochainement mise en œuvre).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROAPI France
- 4 La Paterie 63480 Vertolaye
- Code AIOT : 0005600463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

EUROAPI France exploite un site industriel de fabrication de principes actifs pharmaceutiques sur les communes de Vertolaye, Marat et Bertignat, dans le Puy de Dôme (63).

## **Thèmes de l'inspection :**

- Risque toxique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Nouvelle synthèse	Porter à connaissance du 16/03/2026	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Batardeaux sur rétention	Arrêté Préfectoral du 13/10/2025, article 9.3.1.2
2	Chariot de manutention	Arrêté Préfectoral du 13/10/2025, article 9.3.1.4

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater le respect de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 (partie appelée "parc à fûts"). De plus, des échanges de terrain ont permis au service instructeur de mieux appréhender les dispositions décrites dans le dossier de modification (nouvelle synthèse). Une version amendée du dossier devra être transmise dans les meilleurs délais, afin de permettre une définition des dispositions permettant de garantir la mise en œuvre de cette production tout en garantissant une protection de la population.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Batardeaux sur rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2025, article 9.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque cellule dispose de sa propre rétention divisée en sections de 20 m <sup>2</sup> par des caniveaux. Un volume de 1000 litres peut être contenu dans chaque cellule. Un système de pompage peut être mis en place en cas de fuite dans la rétention. Dans un délai de quatre mois après notification du présent arrêté, des batardeaux sont mis en place pendant les heures sans présence humaine. Ils sont déployables dans une cinétique adaptée en cas de fuite pendant les périodes d'activités.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place un système de batardeau, fermé par défaut dans le stockage et sur une hauteur de plus de 60 cm par rapport au sol (heures ouvrées sans activité sur le parc à fûts, nuits et week-end). Ce système est ouvert manuellement lors des opérations de manutention dans les cellules. Pendant les périodes d'activités, il est actionnable lors d'un épandage par les pompiers, y compris si la porte coupe-feu du local est fermée. En effet, ces derniers peuvent intervenir en passant par une porte surélevée et venir fermer le batardeau. Cependant, cette opération semble complexe lors d'un incendie dans le local avec ruine des fûts de stockage et porte coupe-feu fermée. Elle permet tout de même de limiter le risque d'extension de la nappe, en cas de dysfonctionnement de la porte coupe-feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Chariot de manutention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2025, article 9.3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, zone chargement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le chariot de manutention utilisé dans la zone dispose de fourches anti-percement maintenues en bon état et est dédié au stockage. La zone de stockage et de recharge du chariot est séparée de la partie stockage par un mur coupe-feu REI120. Dans un délai de quatre mois après notification du présent arrêté, le local de stockage et recharge du chariot dispose d'un accès extérieur permettant son évacuation sans passage par la zone de stockage des produits chimiques.
<b>Constats :</b> Le local de rechargement du chariot de manutention a été déplacé et est désormais situé dans un autre bâtiment (local 495) en face du local "parc à fûts" (cellules 476, 477). Il est équipé de murs coupe-feu et d'un système de détection incendie. Le local est dédié à la recharge du chariot. Le chariot est équipé de fourches anti-percement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Nouvelle synthèse

<b>Référence réglementaire :</b> Porter à connaissance du 16/03/2026
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Porter à connaissance en instruction
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification des dispositions décrites dans le dossier de porter à connaissance mis à jour le 13 mars 2026 et le courrier de demande de compléments du 3 avril 2026.
<b>Constats :</b> L'inspection a réalisé un contrôle sur place dans les différents lieux utilisés pour la réalisation de la nouvelle synthèse avec des contrôles particuliers sur les zones suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- local de transvasement des fûts en nourrice "488" (travaux prévus et mesures compensatoires pour les opérations réalisées avant travaux),</li><li>- local de dépotage attendant à l'atelier de production (secteur 820, travaux non finalisés lors de la visite),</li><li>- dispositifs de sécurité permettant d'empêcher l'arrachage des flexibles lors des opérations de transvasement de produits chimiques du local de dépotage à l'atelier de fabrication,</li><li>- atelier de fabrication (820) : mesures de maîtrise des risques décrites dans le dossier, exclusion de phénomènes et constitution du réacteur.</li></ul> D'après la visite, il est confirmé que les zones associées à la ligne de transfert de distillats et au flexible de chargement dans l'atelier de fabrication sont en hauteur, protégées des agressions externes et que les manutentions sont réalisées au niveau inférieur (différent de celui accueillant les lignes, au niveau n+1). Il semble donc compréhensible que la rupture franche hors opérations de travaux et hors dessertissage (événement initiateur ajouté par rapport à la version précédente du dossier) soit exclue. Le réacteur ne dispose pas de piquage dans la partie liquide, uniquement d'une vanne de fond.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Une nouvelle version des documents devra être transmise à l'inspection, conformément à la demande formulée dans le courrier du 3 avril 2026, afin de celle-ci puisse statuer sur l'encadrement réglementaire associé à cette nouvelle synthèse.</b> La nouvelle version devra prendre en compte les sujets échangés lors de la visite dont voici les points principaux : <ul style="list-style-type: none"><li>- gravité : application stricte des critères de la circulaire du 10 mai 2010,</li><li>- mesures compensatoires avant travaux sur zone 488,</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- documents complémentaires concernant le système de sabot interlock (documents constructeur, audit interne, procédure de forçage, fiche de requalification en cas d'intervention technique, justification du niveau de confiance retenu en reprenant les critères des guides oméga 10 et 20...),</li> <li>- description de la nouvelle mesure de maîtrise des risques permettant de contenir les effets d'une dispersion de substance mortelle dans l'atelier suite à rupture franche de la ligne,</li> <li>- non exclusion de la ruine de la nourrice (comprenant notamment la possibilité d'arrachage des piquages bas de la nourrice par erreur lors de la manutention avec chariot élévateur),</li> <li>- mise à jour des événements initiateurs, des probabilités et des nœuds papillons.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours